



Nations Unies

Assemblée générale

AG/10781

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-troisième session

44^e & 45^e séances plénières – matin & après-midi

LE CONCEPT DE LA « RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER » S'INVITE AU DÉBAT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR L'AIDE HUMANITAIRE

L'Assemblée générale a terminé son débat sur le renforcement et la coordination de l'aide humanitaire durant lequel, parmi la cinquantaine d'intervenants, les tenants de la « responsabilité de protéger » et ceux du « consentement préalable des gouvernements hôtes » ont confronté leur vision des choses. ...

/...

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

Rapports du Secrétaire général ([A/63/84](#), [A/63/305](#) et [Corr.1](#))

Suite du débat

/...

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine, a souligné que l'aide internationale représente l'engagement inébranlable de la communauté internationale avec le peuple palestinien et la réalisation ultime de ses droits inaliénables. Pendant les huit dernières années, les mesures et politiques délibérées, systématiques et illégales d'Israël ont représenté un fardeau de plus en plus lourd pour la société palestinienne et les donateurs, a-t-il regretté. Elles ont souvent directement visé des projets financés par les donateurs, retardé le développement palestinien soutenu internationalement et forcé la mise en place d'un agenda de l'assistance plutôt que du développement.

En 2007, les pertes de revenus se sont élevées à 4 milliards de dollars, un prix intolérable pour un peuple vivant sous occupation et luttant pour sortir de la dépendance et de la détresse. Ces huit dernières années ont vu la destruction et l'érosion de la capacité productive palestinienne et la transformation d'une économie fondée sur le secteur privé en une économie dépendante du secteur public et de l'aide extérieure.

M. Mansour a souligné que les effets dévastateurs qu'auront dans les prochaines années, les graves restrictions à l'accès à la terre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. À Gaza, 80% de la population vit sous le seuil de pauvreté et plus de 80% dépendent de l'aide alimentaire. Gaza vit une grave crise humanitaire, a insisté le représentant. Il a poursuivi en indiquant que les obstacles économiques imposés par Israël ne se limitent pas seulement au contrôle absolu de la terre et des ressources naturelles mais s'étendent à la sécurité financière de l'Autorité palestinienne et à sa capacité d'établir un plan de développement. Israël

confisque régulièrement les revenus fiscaux qu'il collecte au nom de l'Autorité palestinienne.

M. Mansour a rappelé que l'aide internationale au peuple palestinien a augmenté considérablement ces dernières années, sans réel effet sur la situation globale soumises aux politiques illégales d'Israël qui ne font qu'augmenter les besoins d'urgence. Il a rappelé la présentation en décembre 2007, par l'Autorité palestinienne, du Plan de réforme et développement pour une période de trois ans, qui a attiré quelque 7,7 milliards de promesses de contributions de la part de la communauté internationale. S'ils échappent à la répression de la puissance occupante, les Palestiniens, a promis le représentant, pourront dépasser les objectifs fixés. N'oublions pas, a-t-il dit, que malgré les restrictions, l'Autorité palestinienne a enregistré en 1999 un excédent budgétaire. M. Mansour a renouvelé son appel à la communauté internationale pour qu'elle mette fin aux pratiques illégales d'Israël pour assurer que l'aide soit orientée vers le développement plutôt vers l'aide d'urgence.

M. AHMED AL-JARMAN (Émirats arabes unis) a souligné que le partenariat international et la coopération avec les Nations Unies constituent la manière la plus efficace d'obtenir les meilleurs résultats dans l'aide humanitaire. Rappelant qu'au cours des trois dernières années, son pays a alloué une somme d'un milliard de dollars à l'aide humanitaire, le représentant a dit attacher une importance particulière à l'assistance au peuple palestinien qui vit une crise humanitaire due aux politiques hostiles et cruelles imposées par les forces d'occupation israéliennes. De 1994 à 2008, les Émirats arabes unis ont déboursé quelque 4,2 milliards de dollars, a-t-il dit, avant de souligner l'urgence de contraindre Israël à mettre immédiatement fin à son agression, à lever son blocus, à respecter les résolutions internationales et à reprendre les négociations de paix, sur la base des résolutions pertinentes et de l'Initiative de paix arabe. Il a également appelé les pays donateurs à renforcer leur aide au peuple palestinien, en attendant la fin de l'occupation et la création d'un État indépendant.

/...

M. PIRAGIBE DOS SANTOS TARRAGÔ (Brésil) ...

/...

... Le représentant a aussi fait part de ses préoccupations concernant la situation humanitaire en Palestine.
...

/...

M. ABDALLAH AHMAD AL SALEM (Koweït) ... Il a ensuite dit que le suivi et la mise en œuvre des engagements pris par la communauté internationale pour venir en aide aux Palestiniens incombaient à tous. Il a demandé qu'Israël cesse ses pratiques inhumaines contre le peuple palestinien et a souligné la nécessité de lever les restrictions sévères à la liberté de mouvement imposées dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. ...

/...

* *** *